



الائتلاف الإسلامي العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION

Critique de livre

1



137 nuances de terrorisme: Les djihadistes français face à la justice

PAR: MARC HECKER



Critique de livre

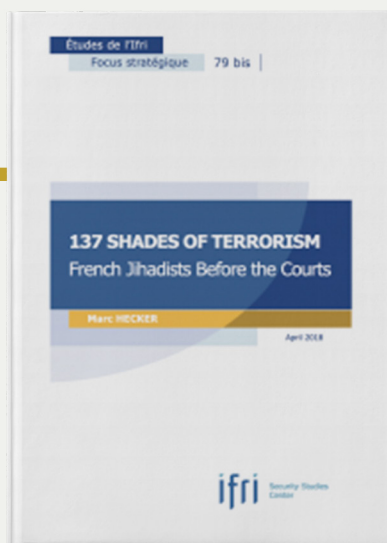


Revue de livre mensuelle Série de questions de terrorisme

137 nuances de terrorisme: Les djihadistes français face à la justice

Par: Marc Hecker





**137 nuances de terrorisme:
Les djihadistes français face à la justice**

Par: Marc Hecker

À propos du rapport

En avril 2018, l'Institut français des relations internationales (IFRI) a publié un rapport intitulé «137 nuances de terrorisme: les djihadistes français devant les tribunaux», préparé par le chercheur et directeur de publication de l'Institut, M. Marc Hecker.

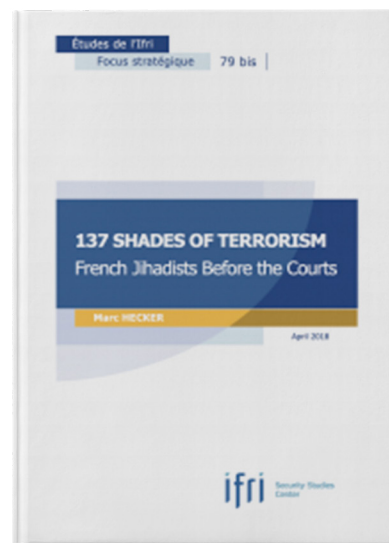
L'importance de ce rapport repose sur une approche réaliste des 137 cas de djihadistes français qui ont rejoint les rangs des combattants syriens et irakiens pour participer aux événements qui se déroulaient dans cette région, et ce sur la base de sources judiciaires et d'audiences devant les tribunaux français. Cette approche permet de mieux comprendre les dimensions du phénomène de l'adhésion des citoyens occidentaux à des organisations extrémistes dans les zones de conflit dans le monde, qu'à travers des études théoriques et analytiques.

Introduction:

L'étude (137 nuances du terrorisme: les djihadistes français face à la justice) repose sur une approche qualitative et quantitative visant à permettre une compréhension globale de la manière dont les individus sont recrutés pour rejoindre des organisations terroristes et de l'identité des candidats pour ce type de recrutement. Les conclusions auxquelles a abouti Dr. Hecker constitue un défi et un rejet de l'idée prônant qu'il n'existe pas de «stéréotype» pour les djihadistes. L'analyse du rapport se divise en deux parties, l'analyse quantitative et l'analyse qualitative.

L'analyse quantitative comprend six éléments de base: (1) le sexe et le groupe d'âge, (2) le lieu de résidence, (3) le niveau d'éducation et l'implication sur le marché du travail, (4) la tendance criminelle, (5) le financement d'actions djihadistes et 6) la Nationalité et la religion.

L'analyse qualitative de Dr. Hecker qui a permis de mieux comprendre la biographie des djihadistes en France, focalise notamment sur: (1) le profil, (2) le processus de passage à l'adoption de convictions radicales, (3) les procès, l'emprisonnement et la récidive. 4) les liens intergénérationnels.



Analyse quantitative des jugements rendus dans des affaires de terrorisme:

La France est l'un des pays occidentaux les plus touchés par le phénomène du terrorisme, les répercussions du djihad en Syrie et l'afflux de rapatriés. Plus de 1.000 Français sont allés en Syrie et en Irak, d'autres ont été arrêtés avant de quitter le pays. Le pays a enregistré le plus haut taux d'attaques et de tentatives d'attentats depuis 2015, en raison de trois facteurs principaux: (1) la situation sécuritaire vulnérable, (2) les amendements de la législation permettant de cibler les «loups solitaires» et l'ajout de contenu incitant au terrorisme en ligne. Et enfin (3) les changements dans les pratiques judiciaires criminalisant l'incitation au terrorisme et l'apologie de ce crime.

En examinant les idées pouvant être tirées des archives judiciaires, Dr Hecker a pu analyser les éléments suivants:

- Sexe et groupe d'âge.
- Lieu de résidence.
- Niveau d'éducation et implication sur le marché du travail.
- Tendance criminelle.
- Financement des actions djihadistes.
- Nationalité et religion.

Sexe et groupe d'âge:

Les cas (137) examinés concernent 131 hommes et 6 femmes. Selon Hecker, le petit nombre de femmes impliquées est dû à la partialité de la justice française, qui ne daigne pas engager des poursuites à l'encontre de femmes impliquées dans des réseaux terroristes. Cela est justifié par le fait que les femmes sont des victimes et non des partenaires inhérents au terrorisme, mais de récents changements dans les procédures judiciaires françaises considèrent les femmes revenant de Syrie ou engagées dans des cellules

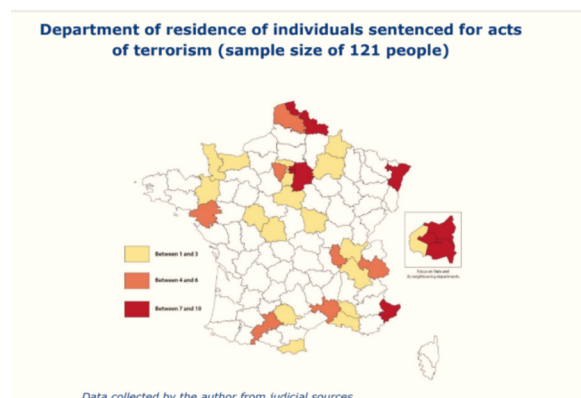
djihadistes comme des personnes sujettes au comportement terroriste et non pas de simples victimes des comportements de leurs maris.

Les questions précédemment abordées dans cette étude n'incluaient pas les mineurs, ce qui a fait de l'âge moyen des djihadistes 26 ans, alors que l'âge moyen en 2017 était de 24 ans.

Lieu de résidence:

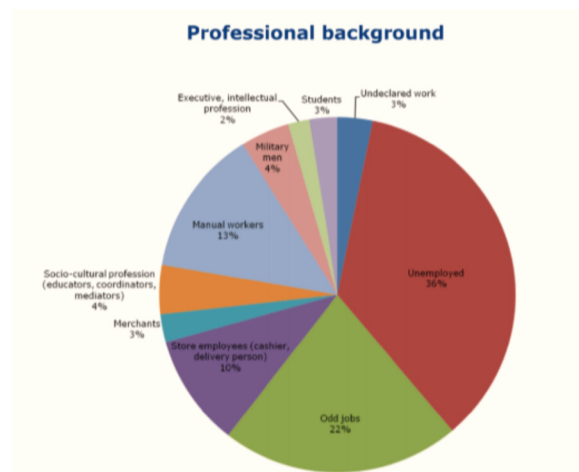
Les résultats de l'étude incluaient 121 cas de djihadistes sur 137 cas couverts par l'étude. Sur la base de cet examen, les résultats ont révélé une décentralisation claire et une incertitude chez les personnes vivant en France. Hecker explique cela par la facilité de l'accès au discours djihadiste en ligne. La formation d'avant-postes terroristes peut être attribuée à la présence de personnes chargées du recrutement et au dynamisme de groupe – soit «la tendance à engager beaucoup de personnes d'un même lieu d'habitation ou d'un même quartier résidentiel».

L'étude a également révélé que 40% des personnes dans ce cas venaient de zones «plus favorisées» ou de taudis, suggérant que de nombreuses personnes reconnues coupables d'actes liés au terrorisme souffrent de pauvreté et de faible référence culturelle, comme la langue, l'éducation, les compétences, etc.



Niveau d'éducation et implication sur le marché du travail:

Selon les informations fournies par les services judiciaires, qui incluaient des informations sur 68 cas (137) de djihadistes couverts par l'étude, 47% d'entre eux ont abandonné leurs études et n'ont pas obtenu de baccalauréat, 24% ont achevé leurs études secondaires et 25% d'entre eux sont une sorte de formation professionnelle. 3% ont une licence et seulement 1% ont un doctorat. L'échantillon des personnes de l'étude a montré que leurs niveaux d'éducation sont très modestes par rapport aux niveaux de qualification généraux des jeunes français.

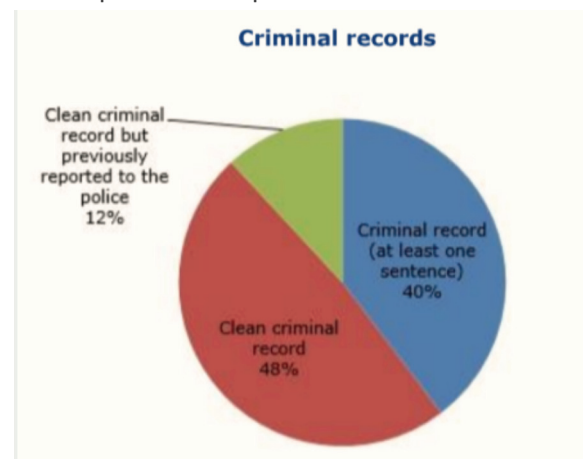


Ces chiffres indiquent que le faible niveau d'éducation est probablement la raison pour laquelle les djihadistes ont du mal à trouver un emploi sur le marché du travail. Sur la base des informations disponibles, le revenu moyen des personnes interrogées est de 1.000 € par mois. Dans les cas où la police a saisi des biens de luxe tels que des smartphones, des ordinateurs, des tablettes et des consoles de jeux vidéo, l'analyse a suggéré que ces acquisitions sont le résultat de revenus camouflés en provenance d'activités ou de sources illégales.

Tendance criminelle:

D'après des informations émanant des tribunaux concernant 126 accusés, les conclusions suivantes ont été tirées: 40% avaient un casier judiciaire vierge, 12% avaient un casier judiciaire vierge, mais avaient déjà été signalés à la police, tandis que 48% n'avaient ni papiers ni accusations ni charges similaire. «La plupart des condamnations portaient sur les crimes de violence, le vol, la fraude, le trafic de drogue et les infractions au code de la route».

Sur les 126 cas examinés, 96 ont été condamnés à des peines d'emprisonnement et 22 à des



peines d'emprisonnement à durée déterminée (la mise en exécution de ces peines n'a pas été vérifiée), mais 4 d'entre eux ont passé plus de deux ans en prison. Hecker précise que bien qu'un grand nombre de prisons soient en charge de l'application des lois, les prisons ne semblent pas être le lieu de convenable pour les cas d'extrémisme examinés par cette étude. Il est à noter que les auteurs les plus graves de crimes terroristes ont passé diverses périodes dans les prisons françaises.

Financement des œuvres djihadistes:

L'étude a rassemblé des informations sur le financement d'activités terroristes auprès de 59 personnes reconnues coupables d'infractions

terroristes: 37% d'entre elles ont reçu des fonds de réseaux djihadistes, 47% d'économies personnelles, 21% d'infractions liées à la fraude et au vol et 15% grâce au soutien de la famille. (Sans pour autant que la famille sache où va son argent.)

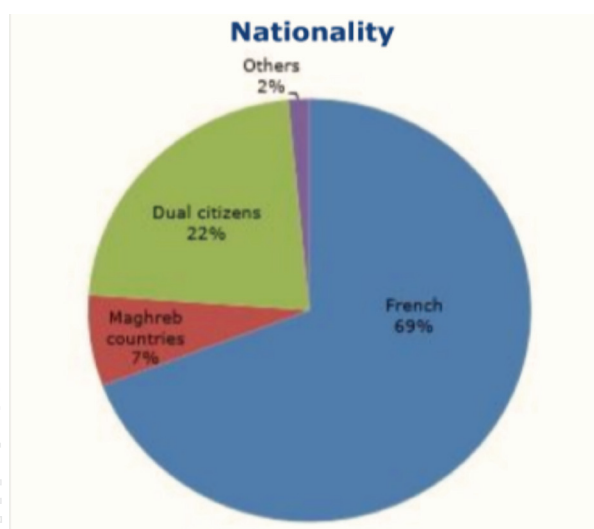
L'étude a également conclu que les revenus tirés de ces ressources allaient de quelques centaines à plusieurs milliers d'euros, ce qui suggère que certaines des menaces pourraient provenir de «mouvements djihadistes à faible coût» et ne nécessiteraient pas de système de financement moderne et sophistiqué.

Nationalité et religion:

Sur un échantillon de (137) personnes, des informations sur la nationalité de 130 personnes ont pu être recueillies et réparties comme suit: 90 citoyens français, 29 citoyens à double nationalité (14 franco-marocains, 10 franco-algériens, 5 franco-tunisiens) et 11 étrangers: 3 Marocains, 3 Algériens, 3 Tunisiens, 1 Indien, 1 Pakistanais).

Les informations ont révélé que de nombreuses menaces pesant sur la France étaient causées par des «terroristes nationaux», 69% des personnes condamnées étant nées et ayant grandi en France.

Il existe un autre facteur important qui est «l'immigration» en tant qu'idée. Sur les 137 cas



de terrorisme, 136 ont été examinés dans cet échantillon. Les résultats ont révélé que 74% des personnes reconnues coupables de ces crimes étaient nées dans des familles musulmanes et que 26% seulement s'étaient converties à l'islam.

Conclusions quantitatives:

Les résultats quantitatifs ont conclu que la plupart des djihadistes interrogés n'avaient que de faibles niveaux d'instruction, étaient au chômage ou n'avaient que peu d'intégration sur le marché du travail. Mais on a constaté qu'ils ont enregistré des niveaux élevés d'activités criminelles et qu'ils établissaient des liens étroits avec les pays du Maghreb Arabe ou l'Afrique subsaharienne.

Analyse qualitative:

Bien que les analyses quantitatives donnent des informations importantes, M. Hecker estime que l'analyse qualitative est nécessaire pour mieux comprendre le profil des djihadistes en France. Hecker a divisé son analyse qualitative en quatre catégories principales:

- Parcours biographique.
- Processus d'extrémisme.
- Problèmes liés aux qualificatifs personnels.
- Liens intergénérationnels.

Parcours biographique:

Concernant cette catégorie, Hecker indiqua qu'il existe d'importants points communs: 1. L'enfance misérable et les foyers en désintégration, 2. L'éducation médiocre ou le manque d'adhésion aux constantes de religion établies, et 3. un casier de maladie mentale, basé sur des informations provenant des registres des instances judiciaires.

1- Enfance misérable:

De nombreux djihadistes reconnus coupables de crimes liés au terrorisme ont grandi dans des foyers disjoints, ont subi un traumatisme ou ont des antécédents familiaux liés à une maladie mentale. Dans ce rapport, Hecker a fourni plus de 20 exemples de cas complexes.

- Jamil B: décrit son père comme «leader», surnom donné aux plus grands criminels. Le père était un criminel qui a passé de nombreuses années dans les prisons et Jamil a dû souffrir en déménageant d'un centre d'accueil à un autre.
- Yousef I: Il a vécu pendant de nombreuses périodes loin de la tendresse de sa mère hospitalisée pour maladie mentale.
- Sydney D: Il ne savait pas qui était son père. Sa mère, toxicomane, est décédée alors qu'il avait 12 ans. Il a été logé dans plus d'une maison chez des familles d'accueil.
- Ibrahim W: Il ne savait pas qui était son père. Sa mère avait sept enfants de parents différents. Elle a été condamnée à une peine de prison avec sursis pour avoir maltraité ses enfants.

En plus de l'examen de 137 affaires dans le cadre de son étude, Hecker s'est entretenu avec des spécialistes de protection de l'enfance dans le système judiciaire, qui lui ont révélé que le plus grand dénominateur commun parmi les mineurs impliqués dans des crimes terroristes était la mort de leurs plus proches parents et les agressions sexuelles qu'ils ont subies.

Ce type de contexte historique aide à bien comprendre pourquoi certaines personnes sont plus vulnérables à l'extrémisme et c'est certainement l'une des raisons pour lesquelles il existe un lien étroit entre les traumatismes de la petite enfance et l'extrémisme.

2. Non-respect des principes religieux:

Un autre dénominateur commun important est la pratique des rites religieux. Hecker fait valoir que de nombreux auteurs à cet égard estiment que l'étude de nombreux cas de fondamentalistes a montré que leur culture religieuse est très faible,

en particulier celle des mineurs impliqués dans des crimes liés à des activités djihadistes. Cela s'applique certainement aux cas traités dans cette étude. Les psychologues ont remarqué que le dénominateur le plus important parmi ces problèmes était le non-respect des contraintes religieuses ou politiques à l'égard de l'islam. Aussi est-il que nombreux parmi ceux qui ont été recrutés dans ces activités suspectes étaient des «simples» sans éducation religieuse appropriée.

3. Registre des maladies mentales:

L'étude de l'échantillon précédent de (137) cas a révélé que toutes les personnes incluses dans l'étude étaient pénalement responsables selon les experts en psychiatrie et qu'aucune d'entre elles n'a été exemptée d'être l'objet de plainte portée contre elle.

4. Radicalisation:

1. Le processus d'imprégnation d'idées extrémistes profondément enracinées prend entre quelques mois et plusieurs années, et ce processus ne peut se dérouler du jour au lendemain.

2. Le Web à lui seul n'est pas une raison suffisante pour semer les graines de l'extrémisme, mais il joue un rôle important dans ce qui suit:

- Création de groupes actifs dans la diffusion de textes et de vidéos religieux.
- Aisance de créer un groupe criminel via Internet, les individus pouvant se rencontrer en ligne puis ils seront recrutés en face à face.
- Une fois que la personne se radicalise, le Web est utilisé comme moyen de communication avec lui.
- L'Internet sert à planifier l'attaque terroriste ou à se rendre sur les lieux d'exécution des opérations djihadistes.

3 - La dynamique collective joue un rôle important dans la mise en œuvre de l'acte terroriste, ce qui contredit l'idée de «loux solitaires», et cela

s'applique exactement à l'échantillon des 137 cas étudiés. Un grand nombre des personnes interrogées se connaissaient bien depuis longtemps. Nombre d'entre eux entretenaient d'intimes relations d'amitié entre eux ou avec les membres de leurs familles depuis leur enfance.

Procès, incarcération et récidive - Reprise de l'activité terroriste:

Le système judiciaire français a connu un développement considérable, en particulier après que les attaques djihadistes sont devenues un centre d'attention. Depuis 2015, le gouvernement français a pris des mesures pour considérer les activités djihadistes comme étant une forme de criminalité, que ces activités soient commises à l'intérieur ou à l'extérieur de la France. Avant 2015, le djihadiste pouvait rentrer en France pour faire face à de légères peines de prison de quatre à quatre ans et demi. Il se peut aussi que l'un des condamnés puisse même prétendre avoir été induit en erreur et écopé d'une punition mineure en se faisant taper sur les mains.

Les peines actuelles sont plus sévères que jamais: le djihadiste risque d'être condamné de 10 ans de prison jusqu'à des peines à perpétuité. L'affaire acquiert plus d'importance lorsque les combattants rentrent en France ou lorsqu'ils sont libérés de prison.

Relations intergénérationnelles:

Les liens intergénérationnels sont l'un des éléments les plus importants pour les djihadistes reconnus coupables de crimes terroristes en France. Ce phénomène signifie la relation entre les générations des plus âgées et les jeunes blancs-becs facilement induits en erreur. Dans de nombreuses questions examinées, il a été noté que cette relation interdépendante existait

entre ces jeunes et les adultes qui ont eu le plus grand impact sur le recrutement de ces jeunes pour des activités djihadistes. Beaucoup de ces adultes avaient un passé de telles activités. Il est possible de donner un exemple sur cela avec le cas du djihad en Syrie, où le quartier pauvre de Trappes est devenu un centre de recrutement de jeunes dans un restaurant appelé Chicken Planet. Certains de ces adultes fréquentaient ce restaurant pour aller convaincre en secret les jeunes de participer aux activités djihadistes.

Les liens intergénérationnels sont devenus plus vitaux que jamais, car de nombreux rapatriés du djihad avaient des enfants qui ont reçu une éducation radicale et ont été témoins d'expériences de violence ou ont été exposés à une quelconque forme de violence. Mais que signifie cela pour les menaces futures en France?

Conclusions:

Hecker soutient que bien qu'il n'existe pas de «stéréotype statique par rapport auquel tous les djihadistes sont calibrés», il existe toutefois d'autres aspects pouvant être pris en compte. La famille immigrée du djihadiste souffre probablement de la misère et de la pauvreté, du niveau médiocre de l'enseignement et du chômage et a un casier judiciaire. Tous ces facteurs les rapprochent des activités terroristes - mais la plupart de ceux qui ont connu des conditions de vie similaires sont très peu censés rejoindre des groupes terroristes.

L'objectif de ce rapport est d'examiner de près les personnalités de ces djihadistes afin d'élaborer des politiques et des stratégies visant à lutter contre l'extrémisme, notamment en s'attaquant au problème du chômage et du faible niveau d'éducation et en surveillant les activités pouvant mener ces jeunes à travers Web à tomber entre les mains des groupes de djihadistes.

La France et le terrorisme:

La France a été le pays le plus touché par le phénomène du terrorisme, en particulier le terrorisme national, en augmentation depuis la survenue du conflit en Syrie en 2011. Les problèmes de la France en matière de terrorisme sont extrêmement complexes, ce qui peut être attribué à une histoire ancienne de violence avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, ainsi que l'expérience de la population musulmane locale qui a souffert de la discrimination et de la faible intégration sur le marché du travail, ce qui en fait un terrain fertile pour le recrutement terroriste, en plus de la détérioration de la sécurité, du système pénitentiaire devenu un terreau pour le recrutement terroriste, du retour des djihadistes et du système judiciaire qui ne cesse de se réformer pour promouvoir sa capacité à traquer, juger, vouer à l'échec le terrorisme et éradiquer ses effets néfastes.

Amendements du système judiciaire français:

Le 3 octobre 2018, le Parlement français a approuvé un projet de loi visant à lutter contre le terrorisme, qui prévoyait notamment de:

- Autoriser la police à perquisitionner les maisons et à perquisitionner sans autorisation judiciaire ou sous contrôle judiciaire.
- Donner aux fonctionnaires le pouvoir de placer des personnes en résidence surveillée sans aucune mesure judiciaire.
- Autoriser les restrictions sur les rassemblements populaires et la fermeture des lieux de culte.
- Novembre 2014 - Défense des actes terroristes - Incitation au terrorisme
- Criminaliser les commentaires postés sur des sites Web qui sympathisent, glorifient ou incitent au terrorisme.
- La police peut exiger le blocage de sites semant la zizanie.

Calendrier des attentats terroristes en France:

Les pages suivantes présentent le calendrier des attentats en France de 2011 à 2017.

2011

2 novembre 2011: Paris, France, bureaux de Charlie Hebdo, attentat à la bombe incendiaire

Coupable: Anonyme

2012

12- mars 2012: Toulouse, France - Fusillade à l'école juive Ozar Hatorah / et contre des Parachutistes français.

Le coupable: Mohammed Merah - citoyen français

2013

25 mai: Paris - Un soldat français poignardé

Coupable: Alexandre Doucet - citoyen français converti à l'islam.

2014

20 décembre 2014: Joe Les Tours - France: agression à l'arme blanche par la police.

Les auteurs: Bertrand Nozabonayo et Bilal, un Français burundais converti à l'islam

21 décembre: Dijon, France – Attentat à la voiture bélier.

Le coupable: Nasser Ben K., de nationalité française, hospitalisé plus de 156 fois pour des troubles neurologiques.

22 décembre 2014: Nantes, Attentat à la voiture bélier.

Le coupable: Sébastien Sarron, citoyen français ayant souffert de troubles mentaux.

2015

7 - 9 janvier 2015: Fusillade en Ile de France.

Les auteurs: Saïd et Sharif Kawachi, deux Français appartenant au segment des orphelins.

3 février 2014: Nice, France, agression à l'arme blanche contre des soldats près du centre communautaire juif et de la station de radio juive.

Le coupable: Moussa Coulibaly, citoyen français d'origine malienne.

19 avril 2015: Villejuif, tirs contre une église

Le coupable: Sayed Ahmed Ghulam, citoyen algérien.

26 juin 2015: Saint-Quentin-Fallavier, décapitation

Le coupable: Yassine Salhi, de nationalité française.

21 août 2015: tirs et attentat à l'arme blanche dans un train.

Le coupable: Ayoub El Khazen, citoyen marocain.

13 - 14 novembre 2015: Paris, fusillade et attentat suicide.

Les auteurs: Salah Abdel Salam, Ibrahim Abdel Salam et Omar Ismail Mostefai, citoyens français.

2016

1er janvier 2016: Valence, attentat à la voiture bélier, les victimes sont des gardes de la mosquée.

Coupable: citoyen français d'origine tunisienne.

7 janvier 2016: Paris, tir sur des flics / pseudo-bombe.

Le coupable: Tarek Belkacem, un Tunisien, est citoyen roumain de l'UE

13 juin 2016: Magnanville – Attentat à l'arme blanche.

L'auteur: Laroussi Abola, citoyen français d'origine marocaine.

14 juillet 2016: Nice, France, commémoration de la prise de contrôle de la prison de la Bastille, attentat à la voiture bélier.

Le coupable: Mohamed Lahouaiej Bouhleh, citoyen français d'origine tunisienne.

26 juillet 2016 : Saint-Étienne-de-Rouvray, France, église de Normandie, décapitation.

Les coupables: Adel Kermiche et Abdelmalek Petitjean, deux citoyens français convertis à l'islam.

2017

3 février 2017: Paris, centre commercial du Carroussel de Louvre, tir sur un soldat français.

Le coupable: Abdullah Reda al Hamami, citoyen égyptien.

18 mars 2017: Paris, France, Île-de-France, Aéroport international d'Orly.

Coupable: Zaid Ben Belgacem, citoyen français.

23 mars 2017: Fusillade à Carcassonne et à Trèbes.

Coupable: Redouane Lakdim, citoyenne française et marocaine.

20 avril 2017: Paris, France, Fusillade sur les Champs-Élysées

Délinquant: Karim Cherifi, citoyen français.

6 juin 2017: Paris, France, cathédrale Notre-Dame. Attaque au marteau contre la police.

Coupable: citoyen algérien.

19 juin 2017: Paris, France, attaque à la voiture bélier et attentat à la voiture piégée contre la caravane des gendarmes sur les Champs-Élysées.

Coupable: Adam Lotfi al-Jaziri, Egyptien.

9 août 2017: Paris, France, attaque Lovallois-Perret, à la voiture bélier contre des soldats.

Coupable: Hamou Benlatrèche, citoyen algérien.

1er octobre 2017: Marseille, Paris, attaque à l'arme blanche contre deux femmes.

Coupable: Ahmed Hannachi, immigrant tunisien illégal.



Marc Hecker

Directeur des publications à l'Institut français des relations internationales.

Marc Hecker est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Il est diplômé de l'Institut d'études politiques de Strasbourg et a obtenu sa maîtrise en relations internationales de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, en plus d'une année passée au Trinity College de Dublin.

Il a publié nombre d'ouvrages, notamment:

La presse française et la première guerre du Golfe (L'Harmattan, 2003), La défense des intérêts de l'État d'Israël en France (L'Harmattan, 2005), Guerre: guerre irrégulière à l'ère de l'information (Praeger, 2009 en collaboration avec Thomas Rid) et Intifada française? (Ellipses, 2012). Il a également publié plusieurs articles dans des revues majeures telles que Policy Review, Internationale Politik, Commentaire, Etudes, etc. et dans des journaux (Le Monde, Le Figaro, Les Echos, Libération, etc.).

Dr. Hecker est le directeur des publications de l'Institut français des relations internationales et l'éditeur de Politique Etrangère. Il est également spécialiste du «terrorisme et de la guerre asymétrique» à l'Institut d'études politiques.

Expertise:

- Terrorisme.
- Internet et extrémisme.
- Communication et Conflits.
- Implications du conflit israélo-palestinien en France.

Pour plus d'informations, visitez:

<https://www.ifri.org/fr/about/team/marc-hecker>

À propos de l'IFRI

Institut français des relations internationales (Ifri)

"L'Ifri, groupe de réflexion français de premier plan sur les questions internationales.

L'Ifri est classé 2e groupe de réflexion le plus influent au monde après la Brookings Institution (États-Unis) et est suivi par Carnegie Endowment (États-Unis), selon le Global Think Tank Report 2017 * de l'Université de Pennsylvanie, qui a examiné plus de 7 000 groupes de réflexion de 182 pays.

L'Ifri est également classé comme le premier groupe de réflexion en Europe occidentale, suivi de Bruegel (Belgique) et de Chatham House (Royaume-Uni).

La World Policy Conference (WPC), créée et organisée par l'Ifri, est la troisième «Meilleure conférence Think Tank» après le Dialogue Shangri-La (Singapour) et ROME MED - Dialogues méditerranéens (Italie).

Histoire de l'Ifri

Fondé en 1979 par Thierry de Montbrial sur le modèle des think tanks anglo-saxons, l'Ifri est la principale institution de recherche indépendante et de débat en France et se consacre à l'analyse des enjeux internationaux et de la gouvernance mondiale.

Mission de l'Ifri

Les recherches politiques de l'Ifri s'efforcent de mettre en lumière des événements internationaux et de les mettre en perspective. Il est principalement utile aux décideurs politiques et économiques, ainsi qu'aux universitaires, aux leaders d'opinion et aux représentants de la société civile.

Pour plus d'informations, référence: **www.ifri.org**





الائتلاف العسكري لمحاربة الإرهاب
ISLAMIC MILITARY COUNTER TERRORISM COALITION



@IMCTC_AR

@IMCTC_EN

@IMCTC_FR

www.imctc.org